



- Edito
- Chronique
- La vie du laboratoire
- Focus
- La vie des projets structurants



Directeurs de la publication :
Jean-Pierre ALLEGRET, Cécile AYERBE

Réalisation :
Cécile AYERBE, Catherine CHEVANCE

Le mot de la direction

Voici la troisième Lettre du GREDEG qui marque nos rendez-vous bi-annuels vous faisant part de nos activités.

Notre Chronique, reflet des travaux menés au sein du laboratoire sur les enjeux de compétitivité territoriale liés aux phénomènes d'internationalisation est dédiée aux défis de la compétitivité régionale face aux chaînes d'activités mondiales. Comme les précédentes, cette Lettre témoigne de la vie scientifique du GREDEG. Cette première partie de l'année 2019 a été riche en manifestations et workshops organisés par le laboratoire, attestant à la fois de son rayonnement scientifique et de son implication dans la vie socio-économique. Vous retrouverez aussi au sein de notre rubrique « Focus » la présentation de plusieurs projets : « *Building Better Business Resilience* », « *Green Innovation : Creativity and, Risk and Social context* », « *Enhancing Enforcement under Brussels Ia* », « *Integrated and Replication Solutions for Co-Creation in Smart Cities* », « *VALuation du BIOcontrôle* ». Cette Lettre propose également un focus sur deux journées de recherche du projet structurant SRM. L'activité semestrielle de chacun des projets structurants du GREDEG est également présentée en soulignant les dernières publications, les *visitings* et les contrats.

Voici donc une lecture estivale qui s'impose !

En vous souhaitant un très bel été,

Jean-Pierre ALLEGRET, Directeur

Cécile AYERBE et Patrice REIS, Directeurs Adjoints

Edito



Les nouveaux défis de la compétitivité régionale face aux chaînes d'activités mondiales (CAM)

Par Flora Bellone, projet structurant « Hétérogénéité, Compétitivité et Croissance » (HCC)

L'internationalisation des économies a pris un visage inédit depuis le tournant des années 2000 du fait de l'intensification massive du phénomène de multinationalisation des entreprises et de fragmentation des processus de production (Baldwin, 2012). Cette transformation s'est caractérisée par une croissance sans précédent des flux de commerce des biens intermédiaires et des pièces et composants qui soulève des enjeux nouveaux pour la compétitivité des territoires au sein des pays.



En France en particulier, elle met au défi **le modèle de partage des gains de l'intégration internationale** qui s'était établi jusque-là entre grands groupes et petites et moyennes entreprises (PME) et entre territoires centraux et territoires périphériques. Ainsi, le modèle qui a prévalu jusqu'au début des années 1990 est celui où les gains liés à l'internationalisation des grandes entreprises françaises, très concentrées géographiquement, avaient des effets d'entraînement pour l'activité économique du tissu des PME nationales plus dispersées géographiquement.

Le développement des chaînes d'activités mondiales (CAM) remet fortement en cause ce modèle, puisque les grandes entreprises se tournent massivement vers des fournisseurs étrangers tandis que les PME implantées en périphérie manquent des infrastructures en matière de soutien à l'innovation et à l'exportation leur permettant de se repositionner vers de nouveaux clients à l'international. A titre comparatif, les PME allemandes, en moyenne plus grandes que leurs homologues françaises, davantage supportées par des politiques régionales structurelles, et moins dépendantes des stratégies industrielles des grands donneurs d'ordre nationaux, ont pu bénéficier de repositionnements sur des niches de spécialisations portées par leurs territoires d'implantation. De manière plus générale, des débats émergent, dans la plupart des pays, sur l'opportunité de politiques industrielles territorialisées actives [OCDE, 2018].

Au sein de HCC, nous explorons ces nouveaux enjeux de compétitivité territoriale liés aux phénomènes d'internationalisation croissante des entreprises et des CAM. Nous menons ces recherches au sein de différents projets que nous développons dans le cadre de contrats ou de partenariats avec des institutions nationales ou internationales.

Dans le cadre, d'abord, du projet « **Regional Expertise Alignment and Firm Performance** » financé par l'IDEX UCA^{Jedi}, nous proposons une analyse empirique de la compétitivité régionale à partir de données microéconomiques géo-localisées (Dibiaggio et al. 2018). Dans ce projet, nous montrons plus spécifiquement l'existence d'un lien entre les performances des entreprises françaises sur les marchés d'exportation et leur insertion dans leur environnement local. Nous établissons ce lien théoriquement puis nous le validons empiriquement en modélisant des réseaux de production à partir de l'identification de proximité entre les portefeuilles de produits exportés par des entreprises localisées au sein de mêmes régions (Hazir et al. 2019).

2 Dans le cadre du projet « **Territoire et chômage, que sont les emplois vulnérables et les facteurs de disparité territoriale ?** » financé par Pôle Emploi, nous avons reconstruit le réseau des trajectoires professionnelles des employés français, afin d'identifier les professions les plus isolées et exposées au risque de chômage. Spécifiquement, nous avons calculé une moyenne pondérée de cette vulnérabilité au niveau local des zones d'emploi françaises. Les premiers résultats montrent une corrélation entre cette vulnérabilité locale et l'évolution du chômage entre 2003 et 2015, et plus encore quant à une hausse du chômage suivant une plus grande exposition à la concurrence internationale. La prochaine étape de ce travail vise à identifier la résilience et la vulnérabilité de l'emploi local face à la robotisation croissante de certaines tâches.

Dans le cadre du projet « **China competition, localization and productivity: what lessons from firm level dynamics in France and Japan?** » qui démarrera en septembre 2019 en partenariat avec la Keio University de Tokyo, nous souhaitons comparer l'impact de l'intensification de la concurrence chinoise sur les choix de production et de localisation des entreprises françaises et japonaises opérant dans certains secteurs manufacturiers clés. Nous mobiliserons pour cela des méthodes de comparaison à partir de larges panels de données micro-économiques que nous avons établies antérieurement [Bellone et al. 2014 ; Kiyota et al. 2019]. Pour ce qui est du cadre théorique, nous travaillons à partir d'un modèle dans lequel la concurrence d'un pays à bas salaires sur les industries localisées au sein d'un pays à hauts salaires dépend directement de la nature et de l'ampleur des coûts de transaction entre ces deux pays. De ce point de vue, la différence de position géographique du Japon et de la France vis-à-vis de la Chine nous offre une stratégie d'identification intéressante.

Enfin, dans le cadre d'un projet exploratoire sur « **L'alignement des multinationales françaises sur les CAM** », nous montrons que, depuis le milieu des années 1990, le positionnement géographique des filiales des multinationales françaises est de plus en plus déterminé par le déploiement des CAM (Joyez, 2019). Ce constat est produit à partir d'une analyse comparée de deux réseaux : celui de la localisation des filiales françaises à l'étranger et celui des CAM repérable à partir des tables d'inputs-outputs internationales. Ce projet s'inscrit dans un programme de recherche plus général visant à explorer les changements organisationnels au sein des entreprises qui sont directement induits par la vague actuelle de mondialisation (Laffineur, 2019) et, ensuite, à en mesurer les effets sur l'emploi, les salaires et la productivité à différents niveaux territoriaux.

Sur le plan des méthodes, l'ensemble de nos travaux relatifs à la compétitivité des territoires face au phénomène des CAM, nous conduisent à relever **des défis méthodologiques** importants pour la communauté scientifique. D'abord, nous cherchons à **modéliser la « complexité économique »** relative au fait que l'ouverture internationale d'un territoire implique, tout à la fois, un changement dans le niveau des coûts de transports, le niveau des coûts de transfert des connaissances et le degré de mobilité des facteurs. La théorie économique est encore mal outillée pour appréhender de manière conjointe ces différentes dimensions de l'intégration économique internationale. Ensuite, nous contribuons à l'effort de la communauté visant à produire, par différents moyens, des **travaux comparatifs internationaux** à partir de larges panels de **données micro-économiques**. Enfin, nous participons à la vague des nouveaux travaux qui appréhendent les conséquences de la mondialisation par le biais d'**outils d'analyse des réseaux**. Sur ce front, notre originalité, est de mettre l'accent, non pas sur des enjeux de propagation de crises ou de chocs, qui ont jusqu'à présent occupés l'essentiel de la littérature, mais plutôt sur des enjeux de structuration à long terme des espaces économiques et de dynamiques des inégalités territoriales de richesse.

Références citées

- Baldwin R. (2012) « Global supply chains : why they emerged, why they matter, and where they are going », in ELMS D.K. et LOW P. Global value chains in a changing world, World Trade Organization publications, Lausanne, p. 13-60.
- Bellone F., P. Musso, L. Nesta et F. Warzynski (2016), « International trade and firm-level markups when location and quality matter », *Journal of Economic Geography*.
- Bellone F., K. Kiyota, T. Matsuura, P. Musso et L. Nesta (2014), « International productivity gaps and the export status of firms: Evidence from France and Japan », *European Economic Review*.
- Dibiaggio L., B. Montmartin et L. Nesta (2018), « Regional alignment and productivity growth », GREDEG Working Paper n°2018-18.
- Hazir, C.S., F. Bellone et C. Gaglio (forthcoming), « local product space and firm-level churning in exported products », *Industrial and Corporate Change*.
- Joyez C. (2019) « Alignment of multinational firms along global value chains : A network-based perspective », GREDEG Working Paper, 2019-05
- Kiyota K., T. Matsuura et L. Nesta (2019), « What's behind the figures? Quantifying cross-country productivity gap », *Economic Inquiry*.
- Laffineur C. (forthcoming) « Foreign direct investment and the organization of French firms », *Annals of Economics and Statistics*.
- OCDE (2018) *Productivity and jobs in a globalised world: (How) can all regions benefit?*, OECD Report.



Animation doctorale

La thèse, grandes difficultés, petits problèmes et plaisir intense !



Dans la continuité des ateliers initiés en 2018 par **Patrice Reis** (Directeur Adjoint du GREDEG, en charge de la politique doctorale), le laboratoire a organisé le 18 Mars 2019, une nouvelle réunion à destination de tous les doctorants du GREDEG, toutes disciplines confondues.

Le **Professeur Gilles Martin**, (Professeur émérite de droit privé, Faculté de droit de Nice et Sciences Po PARIS) s'est proposé d'animer un atelier intitulé « **La thèse, grandes difficultés, petits problèmes et plaisir intense !** » conjointement avec un jeune docteur.

Comment répondre en toute efficacité aux différentes étapes d'élaboration d'une thèse ?

En confrontant le point de vue d'un directeur de thèse expérimenté à celui d'un jeune docteur qui vient de vivre très récemment cette expérience de la thèse et de sa soutenance, les discussions qui ont suivi se sont déroulées sous forme de réponses aux différentes questions abordées autour de la thèse.

L'objectif de ces échanges est de donner toutes les clés pour que chaque doctorant trouve sa place et s'insère dans leur collectif de travail.

Séminaire Rosa Luxemburg

En début d'année, alors que le CNRS signait une charte pour une communication sans stéréotype de sexe, que le Conseil Scientifique recommandait une plus grande représentativité des femmes dans les colloques aussi bien comme intervenantes que dans les comités, de leur côté, les doctorant-es du GREDEG ont souhaité s'inscrire dans cette démarche et ont décidé (après vote) de rebaptiser leur série de séminaires en Séminaire Rosa Luxemburg.



Le choix de Rosa Luxemburg permet de conserver le caractère pluridisciplinaire de ce séminaire à l'image de notre laboratoire, mais permet également de rendre hommage à cette femme, dont l'année 2019 marque le centenaire de son assassinat, pour ses idées, par l'armée allemande. Ce changement de nom ne change en rien la formule ; tout comme les séminaires Bentham, les séminaires Rosa Luxemburg sont des séminaires réservés aux doctorant-e-s, post-doctorant-e-s, stagiaires, étudiant-e-s ainsi qu'au personnel administratif et technique. Ils se tiennent toujours le premier jeudi du mois dans la bibliothèque du GREDEG dès 9h30 pour partager un petit-déjeuner avant qu'un-e jeune chercheur-seuse présente ses travaux.

Claire Lasserre et **Nicolas Camilotto** sont ravis de voir que ces séminaires attirent de plus en plus de monde et vous donnent rendez-vous après les vacances d'été pour cette reprise.



Soutenances de Thèse



10 juillet 2019

L'évolution de la réglementation des institutions financières : de la lutte anti-blanchiment à la conformité

Soutenance de **Nessym TIR**

Directrice de thèse : **Marina TELLER**

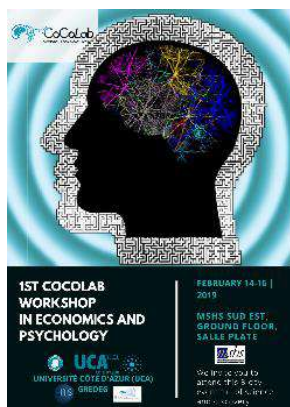
16 juillet 2019

Le rôle des Credit Default Swaps dans les crises de la dette souveraine.

Une application au cas de la zone euro.

Soutenance de **Samah EL CHEIKH**

Directeurs de thèse : **Dominique TORRE** et **Anna TYKHONENKO**



Workshop CoCoLab

Le premier workshop **CoCoLab** s'est déroulé les 14, 15, 16 février 2019 à la MSHS Sud Est. Il a été organisé par Giuseppe Attanasi, Président de CoCoLab, Michela Chessa, MCF en Sciences Economiques, Adriana Pinate, Etudiante de Doctorat (Università Degli Studi « G. d'Annunzio » - Pescara) et Marta Ballatore, prochaine Etudiante de Doctorat au GREDEG.

Cette première édition du workshop *Complexity and Cognition Lab* (CoCoLab) a été dédiée aux interactions entre Economie et Psychologie dans la modélisation des émotions.

Plusieurs chercheurs en Economie et Psychologie ont été invités à présenter leurs papiers les plus récents sur cette thématique : 4 *Keynote Speakers*, Pierpaolo Battigalli (Bocconi University & IGIER, Milan), Gary Charness (University of California Santa Barbara), Martin Dufwenberg (University of Arizona & University of Gothenburg), John Hey (University of York), 18 chercheurs étrangers (provenant de 15 universités en Europe), et 10 chercheurs de UCA ont donné des séminaires pendant ce workshop.

Ce workshop, introduit par Jeanick Brisswalter (Université Côte d'Azur, Vice-Président Recherche), Tobias Scheer (Université Côte d'Azur, Directeur de la MSHS Sud-Est) et Jean-Pierre Allegret (Université Côte d'Azur, Directeur du GREDEG), avait pour objectif principal de faire connaître la vocation de CoCoLab et promouvoir ses activités au sein d'UCA et surtout auprès des chercheurs étrangers.

Lien : CoCoLab

Rencontres VALBIO 2019

Aura Parmentier-Cajaiba, responsable de l'axe « ValBio » du projet BOOST avait invité un large panel de partenaires d'horizons divers pour ces rencontres qui ont donné lieu à des ateliers collaboratifs arts-sciences visant à penser la place du biocontrôle dans le système de production agroalimentaire.

Francis Châteauraynaud, Directeur d'études à l'EHESS, a introduit ces journées en interrogeant le regard de la société sur les changements liés à l'innovation et l'environnement par une conférence plénière intitulée « *Regard sociologique sur les controverses environnementales et technoscientifiques, entre régulation et conflit* ». (Voir Focus page 6)



Workshop Recherche et développement durable

« *Comment les programmes de recherche contribuent-ils aux objectifs de développement durable ?* ». C'est la question à laquelle ont pu répondre les chercheurs du GREDEG qui ont participé à ce Workshop organisé par UCA, l'IRD et la Délégation régionale Côte d'Azur du CNRS au GREDEG le 22 mars 2019. Le but de ce workshop était de mieux comprendre la contribution scientifique à la réalisation des Objectifs du Développement Durable (ODD), programme universel adopté par 193 pays pour le développement durable à l'horizon 2030. La matinée du 22 mars était consacrée à une session plénière sur les enjeux des ODD pour la recherche et l'après-midi, des ateliers thématiques permettaient aux chercheurs d'UCA d'exposer leurs projets de recherche en développant leurs possibles contributions dans les ODD.

Lien : Objectifs du Développement Durable



JHMO 2019

Les 24^{èmes} Journées d'Histoire du Management et des Organisations ont été organisées les 27, 28 et 29 mars 2019 par **Lise Arena**, MCF à Université Côte d'Azur, sur la thématique des « écosystèmes d'information ». Ce colloque invitait les contributeurs à mettre en perspective l'évolution de l'utilisation de l'information (financière, comptable, marketing...) dans les organisations, l'histoire des savoirs et la diffusion des connaissances scientifiques, la prise en compte de l'information comme actif immatériel dans les organisations et les nouvelles valeurs de l'information. Si le contexte actuel de transformation digitale des marchés et de la société place au cœur de sa dynamique la valeur des données, de l'information et de la connaissance, les trajectoires d'évolution de ces « écosystèmes d'information » restent tout à fait intéressantes à étudier et finalement peu analysées. La lecture inaugurale du colloque a été adressée par **J. Cortada** (Univ. of Minnesota), auteur de *The Digital Hand* (3 volumes chez OUP), qui a publié l'histoire d'IBM en mars 2019 (IBM: *The Rise and Fall and Reinvention of a Global Icon*, The MIT Press).

Lien : JHMO2019



Tribunal des Océans : La mer a la parole

Les 15 et 16 février derniers s'est tenu un **Tribunal des Océans** dans l'amphithéâtre de la Faculté de Droit et Science Politique, sous l'impulsion de **Pascale Steichen** et **Magali Boucaron**, Co directrices du Master Juriste des risques et développement durable. Cet exercice avait vocation à mettre en scène enseignants-chercheurs et étudiants de trois masters d'UCA, en traitant la problématique environnementale dans le cadre d'un atelier scientifique sur la pollution plastique en Méditerranée. Lors de la première journée, l'atelier visait à dresser un état des lieux du droit encadrant la pollution plastique en Mer Méditerranée tout en engageant des réflexions interdisciplinaires, et la deuxième journée avait pour objectif de proposer des orientations conjointes scientifiques-gestionnaires-décideurs pour l'avenir afin d'aboutir à une proposition de projet de convention internationale sur la lutte contre les déchets.

Lien : Le Tribunal des océans



LEENobi Workshop

Le 14 mai 2019, à la MSMS Sud-Est, **Giuseppe Attanasi** et **Agnès Festré** ont organisé un Workshop au sein du Laboratoire d'Économie Expérimentale de Nice (LEEN), en l'honneur de **Nobuyuki Hanaki**, qui vient de rejoindre le prestigieux *Institute of Social and Economic Research* à l'Université d'Osaka. L'objectif de ce workshop était de présenter les projets en cours en économie expérimentale au sein du LEEN et de CoCoLab.

La participation nombreuse des doctorants et futurs doctorants a été remarquée et témoigne du dynamisme de l'équipe.



Workshop *Interdisciplinary perspectives on behavioural public policy*

Guilhem Lecouteux, en partenariat avec le LAPCOS, a organisé les 20 et 21 Mai 2019 un workshop interdisciplinaire mêlant économistes, philosophes, et psychologues, afin de discuter de la place grandissante des sciences comportementales dans la conduite des politiques publiques – avec notamment la création depuis 2010 de nombreuses *nudge units* à travers le monde. Le workshop a aussi donné l'opportunité – grâce au soutien financier de l'*Institute for New Economic Thinking* (via les *Young Scholars Initiatives*) – à plusieurs jeunes chercheurs de présenter leurs travaux, et d'obtenir des retours de chercheurs seniors.

Lien : [Perspectives Behavioural Policy](#)



Le sens des Libertés Economiques de Circulation

Colloque international et Session doctorale des 23 et 24 mai 2019, organisés par Jean-Sylvestre Bergé, Giulio Giorgini et Pascale Steichen

Ces journées d'études pluridisciplinaires, internationales et comparées relatives à l'étude des phénomènes de circulation s'inscrivent dans un projet IUF (« IFITIS » 2016-2021) dirigé par le professeur Bergé et ont été organisées en coopération entre l'IUF, le GREDEG, l'ED DESPEG de l'Université Côte d'Azur et l'AIDE (Association Internationale de Droit Économique), avec la participation active des membres du projet SMDE. Elles posent la question « du sens des libertés économiques de circulation ». Elles ont combiné une session doctorale internationale, comparée et pluridisciplinaire (1 demi-journée), sur appel public à contributions et un colloque international, comparé et pluridisciplinaire (3 demi-journées), sur invitations (universitaires et chercheurs de Nice, Aix-Marseille, Paris, Allemagne, Canada, Etats-Unis, Italie).

Elle a permis d'ouvrir un large et dynamique espace de discussions sur la capacité des différentes disciplines représentées (notamment droit, économie, gestion, philosophie, sociologie, histoire et informatique) à questionner le sens (raisons d'être, justifications, finalités) des libertés économiques de circulation (libre-échange, commerce international et libertés européennes de circulation).

La manifestation a eu une dimension inter-générationnelle dans la mesure où elle a associé de jeunes chercheurs et des chercheurs confirmés. Elle s'est inscrite dans une dimension internationale, comparée et pluridisciplinaire en faisant intervenir, selon une méthodologie innovante, des spécialistes reconnus dans leurs domaines respectifs.

Parmi les membres du GREDEG travaillant sur ces questions, sont intervenus des enseignants-chercheurs : Jean-Sylvestre Bergé, Giulio Giorgini, Pascale Steichen (organisateurs), **Jean-Pierre Allegret**, **Christophe Charlier**, **Irina Parachkévova-Racine**, **Jean-Baptiste Racine**, **Fabrice Siirainen**, **Marina Teller**.

Doctorants : **Anne-Laurice André**, **Grégory Fuster**, **Emilie Madeleine**, **Nils Monnerie**, **Orianne Thibout**.

Lien : [Le sens des Libertés Economiques de Circulation](#)



Workshop INDUSTRY 4.0

Cécile Cézanne, **Edward Lorenz** et **Laurence Saglietto**, chercheurs au GREDEG, ont rassemblé les 6 et 7 juin derniers experts et chercheurs internationaux lors de ces deux journées autour des enjeux et conséquences de l'Industrie 4.0 en termes d'emploi, de chaîne globale de valeur et de développement durable. L'industrie 4.0 fait actuellement l'objet d'un débat à l'échelle mondiale. La digitalisation, la robotisation et le déploiement de nouvelles technologies de rupture et leur impact sur les qualifications et les métiers mais également sur la localisation de la production et de l'emploi ou encore sur l'amélioration de la productivité et de l'efficacité énergétique sont autant de défis qui accompagnent la transformation de notre économie et de notre société.

A l'ère de l'Industrie 4.0, les frontières entre le monde physique et virtuel s'estompent pour donner naissance à l'usine du futur dans laquelle collaborateurs, machines et produits interagissent en temps réel pour plus de réactivité, de flexibilité et de valeur ajoutée.

Lien : [INDUSTRY 4.0](#)



KID Thematic school (8th edition)

Cette école thématique (**K**nowledge dynamics, **I**ndustry evolution, economic **D**evelopment) s'est déroulée à Nice du 1^{er} au 5 juillet. Organisée par **Jackie Krafft**, directeur de recherche, elle est soutenue depuis 8 ans par l'INSHS du CNRS en partenariat avec UCAJEDI. Elle est devenue un rendez-vous incontournable puisqu'elle rassemble chaque année une cinquantaine de doctorants, jeunes chercheurs et seniors internationaux.

Cette année KID a accueilli : Paula Stephan (Georgia State University, Etats-Unis) pour ses travaux fondateurs en économie de la science ; Alexandra Faggian (Gran Sasso Science Institute, L'Aquila, Italie), spécialiste des dynamiques régionales d'innovation ; Isabel Almudi (U. of Zaragoza, Espagne) pour ses contributions sur le rôle de la demande dans la dynamique industrielle ; Eva Niesten (University of Manchester, Royaume-Uni) pour ses analyses sur les motivations des alliances environnementales ; Valerio Sterzi (University of Bordeaux, France) pour ses recherches sur la science et l'innovation ; Roy Thurik (Montpellier Business School, France, and Erasmus School of

Economics, Pays-Bas), spécialiste reconnu sur la thématique de l'entrepreneuriat.

Lien : [KID 2019](#)

Colloque La créativité : les apports de l'histoire des idées et des sciences sociales

Avec l'appui de la nouvelle Université Côte d'Azur, de la MSH Sud-Est, de l'EUR CREATES et de la Villa Arson, ont été organisées à Nice au début du mois de juillet deux journées de travail autour du thème « **La créativité : les apports de l'histoire des idées, des sciences humaines et sociales et de l'analyse économique** ». Ces journées ont permis d'amorcer une réflexion pluridisciplinaire qui concerne à la fois le concept de créativité mais aussi le contenu des activités liées aux arts ou à la vie des entreprises, des industries culturelles, de l'économie et de la société. Co-organisées par **R. Arena** ces journées ont inclus des intervenants tels que P.J. Benghozi, T. Burger-Helchem, V. Dutraive (co-organisatrice), B. Sostack, C. Talon-Hugon, J.F. Trubert et des membres du GREDEG comme **G. Attanasi, A. Festré, J.L. Gaffard, S. Gloria, M. Pezzoni, A. Raybaut ou E. Saint-Germes**.

Lien : [Créativité](#)



FABricating Modern Economics (FAME)

La réunion des 15-18 juillet est la deuxième des trois conférences prévues par le projet de recherche trilatéral FAME qui a pour objet la transnationalisation de l'économie de la période comprise entre les deux guerres et celle de 1989.

Bien que l'on puisse déjà identifier d'importantes activités dans la période qui a précédé la seconde guerre mondiale, le développement de l'économie après 1945 se caractérise par une transnationalisation croissante qui coïncide à bien des égards avec un processus d'américanisation de la discipline. Ce processus a été un phénomène important en France, en Allemagne et en Italie ; caractérisé par de nombreuses similitudes mais aussi par des

différences notables en ce qui concerne la période de diffusion et les canaux de transmission des idées.

L'objectif du projet est une analyse systématique des différentes dimensions de ce processus à travers l'enquête de trois phases différentes, identifiées avec trois périodes différentes (1918-1945, 1945-1968, 1968-1989).

Organisation : **Muriel Dal Pont Legrand** (Université Côte d'Azur, CNRS GREDEG), **Maria Cristina Marcuzzo** (University of Roma la Sapienza) et **Harald Hagemann** (University of Hohenheim, Stuttgart)

Lien : [FAME](#)



Diffusion scientifique

Comprendre le changement climatique

Comprendre le changement climatique, c'est d'abord en identifier les causes : l'accroissement démographique mondial, combiné à notre soif d'énergies fossiles grandissante ont provoqué une envolée des émissions de gaz à effet de serre.

Nos émissions mondiales de CO₂ ont crû de plus de 60 % depuis le 3^{ème} sommet de la Terre à Rio en 1992 alors même que le monde dans son ensemble avait conclu à cette époque qu'il était souhaitable de les faire baisser.

Les manifestations du changement climatique sont nombreuses : hausse de la température, montée du niveau des eaux, catastrophes à répétition, menaces sur la biodiversité et la santé.

Mais elles sont aussi très débattues, puisque certains nient jusqu'à leur existence. Face à un questionnement de cette ampleur, **comment les différents savoirs peuvent nous aider à mieux comprendre le monde dans lequel nous vivons**. Que dit le géographe, le climatologue, le scientifique, l'économiste, le juriste, le politiste, le psychologue (etc.) sur la manière dont nous devons réagir collectivement et individuellement ? Pour répondre à ces questions, quatre chercheurs, **Zakaria Babutsidze** (Économiste, Professeur associé à Skema Business School - GREDEG), **Jean-Sylvestre Bergé** (Professeur de droit délégué auprès de l'Institut Universitaire de France (IUF), membre du GREDEG et du Réseau universitaire européen « Droit de l'espace de liberté sécurité et justice » - Université Côte d'Azur), Marion Lemoine- Schonne (Chargée de recherche en Droit CNRS à l'Institut de l'Ouest : Droit et Europe, Université de Rennes 1) et Nicolas Martin (Maître de conférences géographe climatologue - Université Côte d'Azur), ont proposé de présenter leur point de vue respectif et d'en débattre avec le public le 14 février dernier à La Maison de l'Étudiant de Nice.



Neuromarketing : influencés pour consommer ?



Le neuromarketing mesure l'activité du cerveau des consommateurs et identifie les mécanismes de choix et de décisions d'achat. Que nous apprend-il ? Et quelles en sont les limites éthiques ?

C'est dans le cadre de la **21^{ème} édition de la semaine du cerveau** qu'un duplex était organisé le 14 Mars 2019 entre l'auditorium de la Cité des sciences et de l'industrie de Paris et SKEMA Business School de Sophia Antipolis, où **Nathalie Lazaric**, Directeur de recherche au CNRS (GREDEG) intervenait sur les mécanismes de décisions.

Le débat animé par Eli Flory, journaliste à *La Recherche* se déroulait simultanément à Paris, dont les intervenants de la Cité des sciences et de l'industrie étaient Brigitte Chamak, Sociologue à l'Inserm et Hervé Chneiweiss, Président du comité d'éthique de l'Inserm et sur le Campus Sophia Antipolis, dans l'amphithéâtre de SKEMA avec Antoine Deswarte, Expert indépendant en Sciences cognitives appliquées pour les Entreprises et **Nathalie Lazaric**.

Suivre la conférence : [Neuromarketing](#)

Pint Of Science FESTIVAL s'est tenu les 20, 21 et 22 mai à Nice. Ce concept de pousser les portes des *pubs* pour toucher un large public de curieux fascinés par les sciences se développe en France. La première édition avait lieu en Angleterre dans 3 villes en 2013. *Pint of Science* a décidé d'importer le concept en France en 2014. L'édition 2019 du Festival *Pint of Science* France a eu lieu dans plus de 50 villes de France avec 400 événements.

À Nice, le thème de l'édition 2019 s'intitulait « de L'Homme aux civilisations » avait pour organisatrice **Claire Lasserre** (UCA-GREDEG).

En parallèle, et sur une autre thématique, **Jeanne Amar** et **Samira Demaria** (Maîtres de conférences Université Côte d'Azur -GREDEG) nous ont intéressés à la question : **Qu'est-ce qui peut motiver les entreprises du CAC 40 à divulguer des informations sur les risques liés au climat ?** Ou comment la science de gestion apporte un éclairage nouveau sur la divulgation d'informations environnementales volontaire des entreprises, notamment du CAC 40, et aide ainsi les régulateurs qui cherchent à améliorer la transparence financière en matière de risques climatiques.

Lien : [Pint of Science](#)



La justice environnementale

La bande dessinée est un outil puissant et connu de tout temps. L'homme primitif n'illustrait-il pas sa vie de peintures rupestres ? La BD est un medium d'excellence pour communiquer sur la science et ses avancées car elle autorise une double entrée : d'abord un intérêt pour l'histoire, ensuite un intérêt pour la science.

Voilà pourquoi **Damien BAZIN** (Maître de conférences en économie – GREDEG) nous livre cette narration visuelle comme support pédagogique, ludique et didactique qui sera apprécié du jeune public et des apprenants.

L'intérêt est la vulgarisation, la recherche du sens et non l'exactitude dans ce support complètement adaptable aux réseaux grâce à sa lecture facile sur téléphones intelligents et tablettes.

LA JUSTICE ENVIRONNEMENTALE



Synopsis :

Dans une réserve du Dakota du Nord vivent les Sioux, grand groupe ethnique amérindien. Ils se mobilisent pour protester contre la construction d'un oléoduc qui profane leurs terres sacrées, là où sont enterrés leurs ancêtres.

Cet oléoduc doit traverser les Etats-Unis en reliant le Canada au golfe du Mexique. Il présente une véritable menace pour l'approvisionnement en eau potable et l'irrigation de leur territoire. Le danger est réel puisqu'une rupture de canalisation polluera la rivière Missouri.

Lily B. est une jeune amérindienne de 10 ans issue de cette tribu Sioux qui témoigne de l'injustice que vit son peuple par ses propres moyens.

Elle décide d'utiliser son téléphone portable comme arme d'information massive pour brandir à la face du monde la terrible oppression que vit son peuple.

THE CONVERSATION



Quel sera le rôle des sites Internet des communes dans le grand débat national ?

Par **Amel Attour** et Sabine Chaupain-Guillot, le 21 janvier 2019.

À l'occasion du Grand Débat National, le gouvernement a interpellé la population sur sa méthode de numérisation du service public. « *L'accessibilité des services publics passe également par le développement de services sur Internet qui évitent des déplacements et des coûts inutiles* », observe l'Élysée. En partant

d'un panel de communes du Grand-Est et de Bourgogne-Franche-Comté, Amel Attour et Sabine Chaupain-Guillot ont relevé entre autres, une réelle disparité de contenus et de débits numériques pour accéder aux services publics via les sites internet des communes. Le gouvernement devra-t-il alors revoir sa copie afin d'atteindre l'objectif qu'il s'est fixé d'effectuer la totalité des démarches administratives par Internet d'ici 2022 ?

Lien : [The Conversation](#)



Est-on vraiment attiré toute sa vie par le même genre de personne ?

C'est la question à laquelle **Nathalie Lazaric** a répondu pour Ouest France, abordant ainsi d'un point de vue scientifique le sujet du biais d'ancrage et du biais de conformité. Effectivement, nos décisions et évaluations sont influencées sans que nous le sachions par différents biais cognitifs, mécanismes de la pensée falsifiant notre jugement. Ils opèrent dans nos esprits comme des raccourcis de la pensée auxquels il est difficile d'échapper et peuvent ainsi induire l'esprit critique et sa propre faculté de jugement.

Lien : [Ouest france](#)

Aéroports : Le grand marché

Depuis le 13 juin, un dispositif de consultation partagée sur l'avenir du groupe ADP est accessible en ligne : Doit-on préserver le caractère de service public National des Aéroports de Paris ou bien acter leur privatisation ?

C'est le débat auquel **Frédéric Marty**, Charlotte Halpern et Jean-Christian Vinela ont participé le 20 juin dernier dans l'émission *Cultures Monde* de Florian Delorme.

« À l'origine l'aéroport avait une finalité purement militaire, ce qui était le cas dans les années 20-30. Peu à peu, son statut a changé avec le changement de nature des activités commerciales. » nous rappelle Frédéric Marty.

Lien : [Podcast de l'émission](#)



Une recherche pour améliorer la résilience des petites et moyennes entreprises

Contexte



La capacité de résilience organisationnelle des petites et moyennes entreprises (PME)*, qui permet d'assurer leur croissance, est devenue un enjeu socio-économique majeur pour l'économie française et pour la création d'emplois.

Les PME doivent continuellement affronter l'inconnu, marqué par une incertitude accrue, et prendre de multiples risques pour se développer. Si de nombreuses PME s'enlisent dans la vallée de la mort et disparaissent, d'autres survivent et se développent.

* Selon les données mises en ligne le 8 novembre 2018 par l'INSEE sur [Les entreprises en France](#), en 2016, on compte 4 millions de PME marchandes non agricoles y compris les microentreprises.

Les facteurs qui vont mettre à l'épreuve la résilience organisationnelle sont variés. Ils comprennent la récession économique, les événements environnementaux (événements à court terme et facteurs environnementaux à long terme tels que le réchauffement climatique, les catastrophes causées par les activités humaines à l'instar des déversements de pétrole), les attaques terroristes, les dommages à la réputation, la fraude et les questions de réglementation, la cybercriminalité et le vol d'information, ainsi que les perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Souvent, des événements externes, apparemment éloignés de l'entrepreneur, peuvent entraîner des conséquences imprévues pour son entreprise, par exemple, un changement de comportement du client qui provoque une chute soudaine des ventes ou des ressources. A cela, viennent se rajouter les risques de stress et les problèmes personnels de l'entrepreneur, particulièrement isolé dans le cas des très petites entreprises.



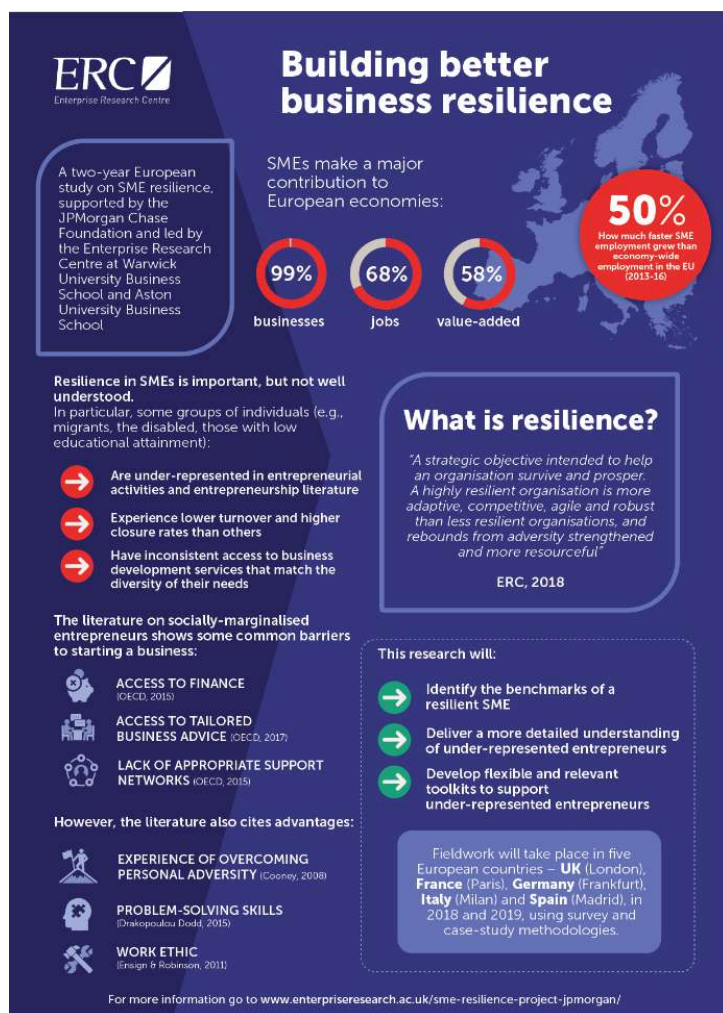
Que les risques encourus proviennent d'un phénomène accidentel ou d'une crise par accumulation, aider à l'accroissement de la capacité de gestion des risques pour les PME, c'est favoriser leurs activités risquées sans accroître leur degré de vulnérabilité.

Objectif du projet

Le projet « *Building Better Business Resilience* » (2017-2019) a pour objectif de comprendre pourquoi certaines entreprises survivent à une crise alors que d'autres non, et ce, particulièrement dans le cas des TPE/PME. Il s'agit d'une étude européenne sur la résilience des entreprises créées par les entrepreneurs sous représentés que sont les femmes migrantes. Si les enjeux et spécificités de l'entrepreneuriat féminin commencent à être bien connus, la démarche entrepreneuriale des femmes immigrées, cumulant plusieurs sources d'adversité, est moins investiguée. Les travaux empiriques qui ont cherché à savoir comment renforcer les capacités de résilience par des interventions pratiques sont assez rares. La définition de la résilience retenue dans le projet réalise une synthèse des différentes grandes approches de la littérature : « *La résilience est un objectif stratégique visant à aider une organisation à survivre et à prospérer. Une organisation très résiliente est plus souple, plus compétitive, plus agile et plus robuste que des organisations moins résilientes et rebondit face à l'adversité en étant renforcée et plus dotée en ressources* » (traduction libre de Wishart, 2018¹).

¹ Wishart, M. (2018), « Business resilience in an SME context: A literature review », *The Enterprise Research Centre*.

Selon les données du greffe du tribunal de commerce de Paris en 2016, une entreprise sur dix est dirigée par un étranger non communautaire avec de fortes concentrations dans l'est parisien. Les défis spécifiques à relever pour les créateurs d'entreprise étrangers invitent à se pencher sur leur capacité à s'adapter à des bouleversements et à rebondir après un choc. C'est ainsi que dans le cadre du projet « *Building Better Business Resilience* », les liens entre activités entrepreneuriales et migration sont analysés selon la perspective de la personnalité et les trajectoires du dirigeant ou de la dirigeante.



Une coopération entre des équipes européennes

La recherche, financée par la Fondation JPMorgan Chase, étudie un échantillon de 3 000 petites et moyennes entreprises, ayant moins de 250 employés, dans plusieurs régions : Londres, Paris, Francfort, Milan et Madrid. Elle est pilotée par les chercheurs de la Warwick Business School et de l'Université Aston. Elle regroupe 5 partenaires :

- Enterprise Research Centre (ERC) au sein de la Warwick University en Angleterre
- Université Côte d'Azur et le GREDEG en France
- Institut für Mittelstandsforschung IFM de Bonn en Allemagne
- Université de Padoue en Italie
- Université IE en Espagne.

Le terrain français

A la suite de l'enquête quantitative pilote réalisée à Londres, la recherche en France combine une analyse économétrique et une investigation qualitative sur le terrain de communes de l'est parisien. Les premiers résultats sont attendus pour le mois de septembre 2019.

L'équipe française du GREDEG est constituée de **Catherine Laffineur** (porteur du projet) et **Aurélie Ewango-Chatelet**. Elles collaborent avec des chercheurs en entrepreneuriat de l'EM Lyon Business School, de l'ESCP Europe et de Skema Business School.

Pour une présentation détaillée du projet voir le lien : <https://www.enterpriseresearch.ac.uk/sme-resilience-project-jpmorgan/>

Le projet GrICrIS (*Green Innovation : Creativity and, Risk and Social context*) ou L'Innovation verte : Créativité, Risque et Contexte social

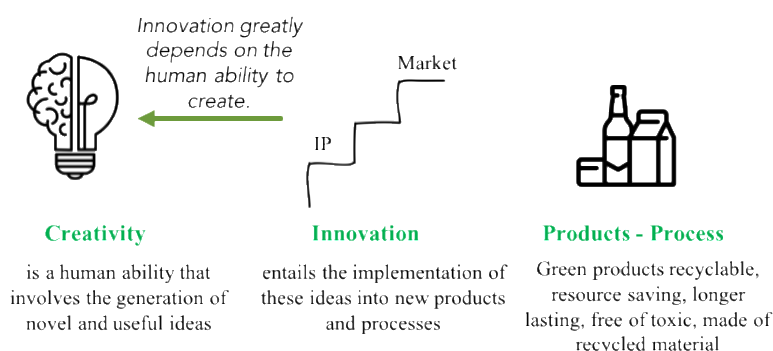
Le consortium

Ce projet ANR (2018-2021) est coordonné par **Giuseppe Attanasi**, PR en économie. Il réunit un consortium de 17 membres autour de 4 partenaires :

- Université Côte d'Azur (GREDEG), Nice
- Burgundi School of Business (CEREN), Dijon
- University of Milan-Bicocca (Italie)
- Universidad de Valencia (Espagne)

Il rassemble des compétences interdisciplinaires :

- 6 économistes en économie expérimentale (dont **Agnès Festré**, membre du GREDEG)
- 4 économistes de l'innovation
- 2 économistes de l'environnement
- 1 expert en technologies vertes
- 1 économètre
- 2 psychologues sociaux
- 1 géographe économiste



Présentation du projet

Ces dernières années, les préoccupations environnementales ont encouragé les entreprises à se spécialiser dans la production de produits et de services respectueux de l'environnement, à travers l'innovation dite verte (ou éco-innovation). L'objectif de l'innovation verte est de mettre sur le marché des produits et services durables ayant un faible impact sur l'environnement. Elle nécessite donc un processus créatif qui transforme efficacement des ressources rares en produits respectueux de l'environnement.

L'objectif du projet GrICrIS est de proposer de nouvelles manières d'intégrer des variables comportementales dans la compréhension de la relation entre la **créativité** et l'**innovation** dans le domaine des produits et services verts. Plus précisément, le projet vise à répondre aux questions de recherche suivantes :

- 1) Dans quelle mesure des formes de créativité variées contribuent-elles différemment à l'innovation verte par opposition à l'innovation traditionnelle ?
- 2) L'aversion au risque des agents créatifs renforce-t-elle ou inhibe-t-elle l'innovation verte ?
- 3) Certains contextes organisationnels et sociaux sont-ils plus favorables aux processus d'innovation de type vert ?

La principale contribution méthodologique du projet GrICrIS est la conception d'expériences appropriées visant à évaluer et à comparer la créativité menant à l'innovation verte, en abordant les trois questions de recherche précédentes. Par ailleurs, les membres du consortium utiliseront les données issues de leur résultats expérimentaux pour enrichir les modèles existants d'innovation et de créativité vertes à travers de (nouveaux) arguments comportementaux. En particulier, ils se concentreront sur les arguments cognitifs (aversion au risque), psychologiques (motivation intrinsèque) et sociologiques (contextes sociaux et organisationnels).

Cette recherche devrait éclairer le rôle de la créativité dans l'innovation verte et le rôle des différents contextes socioculturels et institutionnels, en comparant la situation française à d'autres contextes européens. En effet, mener des expériences de laboratoire et de terrain dans trois pays de l'UE (France, Italie et Espagne) avec des étudiants en économie (groupe de contrôle) et des entrepreneurs créatifs devrait permettre de tenir compte des différences géographiques / institutionnelles et des trajectoires créatives qui affectent de manière significative l'éco-innovation.



EN2BRIa : Un nouveau projet européen au GREDEG

Désigné par un acronyme quelque peu abscons, le projet européen EN2BRIa (pour « **Enhancing Enforcement under Brussels Ia** ») vise à réaliser les objectifs du *Programme Justice* de l'Union Européenne, plus particulièrement en matière d'amélioration des conditions d'exécution des décisions de justice. Cette question constitue un enjeu majeur pour l'Union Européenne.

Le règlement (UE) n ° 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012 (dit *de Bruxelles I bis*) concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale occupe en effet une place centrale dans le dispositif de création d'un espace de justice.

Aussi, les recherches menées se focaliseront-elles sur les règles d'exécution contenues dans le règlement de Bruxelles I bis ainsi que sur les relations entre cet instrument et les autres instruments de l'Union édictés en matière d'exécution des décisions de justice pour, enfin, explorer aussi les relations avec le reste du droit dérivé de l'Union. Le projet donnera notamment naissance à une base de données recensant une sélection de décisions rendues par des juridictions nationales (les tribunaux nationaux des Etats membres sont les juges de droit commun du droit de l'Union) tant au premier degré qu'en appel et en cassation. Cette base de données constituera donc un outil inédit et exceptionnel au service non seulement des chercheurs mais aussi des justiciables en général.

D'une durée de 24 mois, le projet EN2BRIa réunit des équipes de l'Université Côte d'Azur et de son partenaire stratégique, l'Université de Gènes (Italie) ainsi que de l'Université de Tirana (Albanie) et de l'Université de Valence (Espagne). Le projet aura pour conclusion une grande conférence internationale qui se déroulera à Nice.



Le coordonnateur pour l'Université Côte d'Azur est notre Collègue Giulio Cesare GIORGINI, assisté de Jean-Sylvestre BERGE (tous deux membres du GREDEG) et de Mehdi MEZAGUER (du laboratoire LADIE).

Contact : Giulio Cesare GIORGINI (giulio-cesare.giorgini@univ-cotedazur.fr).



Le projet IRIS (H2020, grant agreement no 774199).

IRIS (*Integrated and Replication Solutions for Co-Creation in Smart Cities*) est un projet financé par la Commission Européenne sur la période 2017-2022 dans lequel, par sa visibilité scientifique internationale dans le domaine de l'économie de l'innovation, le GREDEG a été désigné coordinateur pour l'Université Côte d'Azur.

En charge de plusieurs livrables, le GREDEG a rendu un premier rapport intitulé « *Baseline, ambition and barriers* » en septembre 2018, et disponible sur irissmartcities.eu. Cette contribution a été destinée à évaluer les forces et les faiblesses de chaque *smart city* impliquée dans le projet et de leur capacité à développer, au sein de leur écosystème, des solutions ambitieuses dans le domaine de l'énergie, de la mobilité et du numérique. Les résultats, qui montrent la nécessaire coordination d'acteurs hétérogènes, comme les universités, les agences d'innovation, les incubateurs, les villes, les entreprises publiques et privées, ont été présentés dans plusieurs manifestations à Utrecht, Goteborg, Nice et Vaasa. Plusieurs publications scientifiques découleront de ce projet, avec des résultats nouveaux sur les performances comparées des *smart cities*, sur l'acceptation sociale des *smart technologies* et sur l'inclination à devenir *smart citizen*.

Pour le deuxième livrable à produire en 2019, le GREDEG a porté un accord entre l'Université Côte d'Azur et l'Incubateur Paca Est dirigé par Laurent Masson, afin d'accéder aux archives de l'incubateur sur les projets entrepreneuriaux « *smart city* » et leur probabilité de succès. Il existe en effet une littérature sur les entrepreneurs urbains (Florida et Mellander, 2016 ; Munoz et Cohen, 2016), mais l'entrepreneuriat de *smart city* est une thématique encore peu abordée, et les travaux qui mobilisent des archives pour constituer une base de données originale restent rares.



Notre contribution sera d'identifier qui sont les entrepreneurs de *smart city*, quels sont leurs antécédents et ceux de leurs collaborateurs, et de voir si ces caractéristiques engendrent des performances distinctives par rapport aux entrepreneurs traditionnels. Nous produirons des résultats scientifiques nouveaux sur comment les *smart cities* se développent et sont changées par cette nouvelle forme d'entrepreneuriat.

Enfin, le partenariat IRIS avec Utrecht University et Chalmers University Gothenburg permettra d'accéder aux données des incubateurs Utrecht Inc et Chalmers Ventures des autres *smart cities* européennes



L'implication scientifique du GREDEG dans le projet IRIS est dirigée par **Jackie Krafft**, Directeur de Recherche au CNRS. Participent également au projet les membres suivants du laboratoire : Amel Attour (MCF HDR, UCA), Cécile Cézanne (MCF HDR, UCA), Nathalie Lazaric (Directeur de Recherche au CNRS), et Michele Pezzoni (MCF, UCA). Ont été recrutés sur ce projet : Marco Baudino (post-doc), Yassine Guerroud (doctorant), Irene Patania (Erasmus), Cristina Santhia' (Erasmus), Jibryl Bourdier (Stagiaire), Martin Cimiterra (Stagiaire), Leticia Foerster de Arruda (Stagiaire), Ibrahim Laftas (Stagiaire).



Le projet ValBio

Les rencontres ValBio : de l'agrochimie à l'agroécologie, une approche interdisciplinaire et intersectorielle

Contexte

L'Université Côte d'Azur et l'INRA ont investi le domaine de la bioprotection *via* le projet interdisciplinaire structurant BOOST (*Plant Bioprotection & Biostimulation* - IDEX UCA Jedi) qui vise à renforcer la recherche et la diffusion d'innovations agricoles en lutte biologique. Au sein de BOOST, le projet ValBio (VALuation du BIOcontrôle) auquel est associé le GREDEG, traite de la diffusion et de l'acceptabilité des innovations de bioprotection et de biostimulation (voir La Lettre du GREDEG N°1 pour une description du projet).

Présentation générale des rencontres ValBio

Les rencontres ValBio organisées les 12 et 13 mars 2019 au GREDEG ont permis de poursuivre la dynamique initiée par la création du collectif de recherche ValBio (2017). L'objectif de ces rencontres annuelles (premières journées les 7 et 8 décembre 2017) est double. Il s'agit, d'une part, de partager et mettre en discussion les recherches menées par le collectif ValBio et, d'autre part, de générer des temps de réflexion intersectoriels entre acteurs du biocontrôle issus de la recherche, de l'industrie ou d'institutions publiques et parapubliques. Les journées ont été clôturées par un atelier « Arts-Sciences ».

Des journées dédiées aux échanges scientifiques

Les journées ValBio ont débuté avec une conférence de Francis Châteauraynaud (Directeur d'Etudes EHESS Paris) sur le thème « Approche sociologique des controverses environnementales et techno-scientifiques ». A partir de nombreux exemples issus de domaines variés, Francis Châteauraynaud a ouvert une discussion sur le devenir des innovations technologiques par l'analyse des controverses qui ont traversé ces domaines.

Quelques membres du collectif de recherche ValBio ont ensuite présenté un regard croisé à partir de travaux en sociologie, en management et en linguistique. **Aura Parmentier Cajaiba**, **Manuel Boutet** et Hélène Ledouble montrent notamment que le biocontrôle est régulièrement présenté et évalué selon les spécificités des produits phytosanitaires, intrants habituels de l'agriculture dite conventionnelle. Cela peut gêner la diffusion des produits et techniques innovants. Cette assimilation est perceptible dans le discours médiatique comme dans celui des acteurs du domaine, et s'exprime aussi dans la manière dont les définitions sont utilisées. Enfin, le développement du biocontrôle comme une innovation pour l'agriculture est comparé à des phénomènes passés de développement de l'agriculture.

Une difficulté à parler du biocontrôle...

... De l'invisibilisation de ses spécificités à la difficulté de communiquer

Une étude sur la structuration du secteur du biocontrôle auprès des acteurs de la recherche et de l'industrie est menée en Sociologie et Management au sein du GREDEG. Elle montre que le discours des acteurs du biocontrôle renforce une perception biaisée de celui-ci. Plutôt que d'en souligner les spécificités, les acteurs industriels notamment, proposent un discours tendant à le confondre avec les produits utilisés communément dans l'agriculture conventionnelle. Cela minimise les changements systémiques que l'utilisation de la lutte biologique pour une agriculture industrielle induirait nécessairement. A titre d'exemple, on observe un discours valorisant l'éradication et les principes de monoculture (associés aux pesticides chimiques), plutôt que la régulation de populations de ravageurs et des approches plus systémiques (caractéristiques de la lutte biologique). Parallèlement, l'étude réalisée par Hélène Ledouble en linguistique (Laboratoires TransitionS et Babel), sur les discours médiatiques autour du biocontrôle, montre que ces derniers sont caractérisés par la mise en exergue d'indicateurs et de valeurs intimement liés à l'agriculture conventionnelle : notions de rendement et de production quantitative. La représentation du biocontrôle offerte par les médias grand public repose également sur des analogies langagières relevant de discours enfantin ou guerrier, sur des emprunts au registre de la science-fiction ou encore sur des métaphores variées, en particulier, celle du repas.

Ces analogies entretiennent un niveau élevé d'incompréhension du grand public puisqu'elles ne valorisent pas les caractéristiques et le fonctionnement propres à ces méthodes de lutte alternatives.

... De la science au marché : une difficile valuation...

Cette incompréhension est renforcée par les problèmes de glissement définitoire (transformation des définitions selon les domaines) qu'Hélène Ledouble constate entre le domaine scientifique, celui de la vulgarisation scientifique et celui de la presse écrite. Ces problèmes définitionnels existent aussi pour les praticiens du biocontrôle : la définition officielle du code rural et de la pêche insiste sur les produits tandis que la définition scientifique inclut produits et techniques. Au niveau de l'industrie, il est courant de voir les acteurs du champ réduire la notion de biocontrôle à son action sur la santé des plantes et des sols. Le biocontrôle associe souvent en pratique produits et techniques et sa mise en œuvre est associée à une servicisation importante qui est cependant invisibilisée. Les discours médiatiques, mais aussi ceux des acteurs de l'industrie et des institutions compliquent donc la perception du biocontrôle par le grand public. Cela explique en partie la difficulté à parler de biocontrôle et donc à offrir un ensemble de critères d'évaluation à la société civile. Ces approximations apportent donc des éléments de réponse quant à la difficile valuation du biocontrôle par les différentes parties prenantes de l'industrie et par le grand public.

... L'innovation dans l'agriculture : retour vers le futur

Concernant l'industrie du biocontrôle, l'observation des mouvements industriels dans le contexte de l'ABIM (*Annual Biocontrol Industry Meeting*) entre 2006 et 2017 montre un déplacement des préoccupations scientifiques vers des préoccupations de marché. On observe l'entrée de multinationales depuis 2012. Par ailleurs, l'organisation spatiale des rencontres annuelles des producteurs laisse plus de place aux échanges commerciaux par la valorisation grandissante d'espaces privatifs *B-to-B*. De même, la représentation de produits s'est multipliée au détriment des espaces de présentation de recherches fondamentales ou appliquées. Enfin, depuis 2016, sont présents, de manière croissante, des acteurs de l'industrialisation (conseils, bureaux d'études, accompagnement à la réalisation d'activités d'évaluation réglementaires...). Leur présence croissante, tant en nombre qu'en diversité, témoigne de la structuration du biocontrôle en secteur industriel puisqu'ils accompagnent les acteurs traditionnels et tout particulièrement les *pure players* qui sont plutôt de petites et moyennes entreprises. Ces évidences de la construction d'un secteur font écho aux recherches en sociologie, économie et management de l'innovation pour l'agriculture dès les années cinquante. Elles montrent que la structuration de l'agriculture conventionnelle relève d'une construction de marché structurée par des politiques publiques, du co-développement des réglementations et de la planification de la R&D publique. La place occupée par le biocontrôle aujourd'hui est, à certains égards, comparable avec la place qu'occupaient semences hybrides et intrants chimiques dans les années cinquante. Ces derniers étaient alors perçus par les usagers comme trop variables et instables. Quel paradoxe en regard de leur position dominante actuelle !

Un atelier « Arts-Sciences » pour une réflexion prospective multisectorielle

Après ces présentations scientifiques, l'atelier « Arts-Sciences » a permis aux acteurs présents de prolonger les échanges. A partir d'un scénario de politique fiction, ils se sont confrontés à des configurations différentes de diffusion des produits de biocontrôle. Un premier groupe a pensé un système conventionnel d'organisation en filières. Le biocontrôle est considéré alors comme un ensemble de services et de produits à caractère commercial associés à des acteurs majoritaires. Un second groupe a pensé une organisation en services publics et parapublics du biocontrôle pour la gestion de la biodiversité et des problèmes de lutte biologique. Le dernier groupe a entamé une réflexion sur un système composé d'organisations locales du biocontrôle avec support de réseaux locaux ; dans ce contexte le biocontrôle est une pratique basée sur des interactions et réseaux locaux, publics, privés et paysans.

Cartes réalisées par le collectif d'artistes *Bureau d'Etudes*
(<http://fermedelamhottte.fr/bureau.html>) pour l'atelier Arts-Sciences



Le projet structurant Stratégies et Régulation des Marchés a organisé depuis la rentrée 2019 deux journées de recherche.

Journée « Enjeux réglementaires et stratégiques de la décision algorithmique: application aux acteurs financiers » (organisée par Nathalie Oriol)



Alors que la prédiction algorithmique tend à se substituer à la décision humaine, les systèmes financiers modernes ont évolué en systèmes « sociotechniques » adaptatifs et complexes (Somerville et al. 2012, Cliff & Northrop, 2011). Afin de comprendre la dynamique de ces systèmes, il devient nécessaire de s'intéresser aux interactions entre leur architecture technologique et les comportements humains. Cette démarche ne peut s'imaginer sans la co-construction d'une réflexion interdisciplinaire mêlant le droit, la gestion, l'économie et les sciences de l'ingénieur. Comment faire évoluer les méthodes de recherches en finance afin d'analyser ces

interactions algorithmiques ? Quel est le rôle et quelles sont les pistes à envisager pour le régulateur ?

Une première session a fait naître un débat autour des *Fintechs* et des évolutions pour l'entreprise en termes de moyens de paiements et de modes de financements. Éric Darmon (Rennes 1), Nathalie Oriol et Alexandra Rufini ont notamment évoqué les problématiques liées à la nature biface des plateformes de *crowdfunding* et les leviers stratégiques – tels les robots de *trading* – permettant de les résoudre. Sothea Seang, par le biais d'un état des lieux du marché des cryptomonnaies et de leur volatilité, a également souligné l'émergence progressive de ces robots décisionnels et la nécessité d'en comprendre l'impact. Une seconde session, portée par Philippe Mathieu (CRISTAL-Lille) et Jonathan Attia (Directeur de l'Observatoire des entreprises – DL4T), a illustré les rôles interchangeables des algorithmes au sein de la recherche universitaire et de la pratique des acteurs de marché, tour à tour objets et outils méthodologiques. A travers le récit de la construction d'ATOM, plateforme multi-agents abritant un marché financier artificiel, Philippe Mathieu a évoqué la place du code, à la fois architecte du modèle ou simple règle de comportement d'agents et les difficultés et opportunités liées à la construction d'un tel outil. A sa suite, Jonathan Attia a souligné la nécessaire interdisciplinarité des méthodes de recherches, notamment entre sciences juridiques et sciences de l'ingénieur, lorsqu'il s'agit de penser à la régulation des cryptomonnaies. Enfin, les effets non désirés des marchés financiers à haute fréquence ont fait l'objet d'une dernière session. Frédéric Marty a permis de démontrer – en écho à la session précédente – les difficultés juridiques à traiter les nouvelles formes de manipulations boursières algorithmiques. Enfin, Nathalie Oriol a clôturé la journée en évoquant l'importance de l'analyse historique et sociologique, qui permet d'observer les entrecroisements et les dépendances au sentier entre les usages, la culture financière et l'imprégnation technologique des traders face à l'innovation.

Journée « Les risques et opportunités climatiques : regards croisés Droit-Economie-Gestion » (organisée par Samira Demaria)

L'affaire du siècle, c'est ainsi que plusieurs associations et des millions de Français décrivent la lutte contre les effets du changement climatique. Si chacun peut y prendre sa part, il est incontestable que le rôle joué par les entreprises doit être exemplaire. Les firmes doivent intégrer à tous les niveaux de leur activité la prise en compte des enjeux environnementaux que cela soit au niveau organisationnel, stratégique ou financier. Cet impératif d'action environnementale des entreprises est fortement ancré dans les travaux académiques et s'articule autour de différentes thématiques, théories et méthodes de recherche. La journée d'étude organisée par le projet SRM a permis de présenter les dernières recherches sur l'information environnementale.



Lors de la première session, Gérard Mondello a abordé la question de la hausse du niveau des océans et les impacts sur les aéroports situés en zone maritime. L'enjeu de la responsabilité juridique à venir en cas d'inaction des managers aéroportuaires a été au cœur des discussions. Puis Jeanne Amar et Denis Cormier (UQAM) ont abordé la question de la divulgation d'informations environnementales par les entreprises. La première s'intéresse aux déterminants explicatifs de la publication d'informations relatives aux recommandations de *Task Force on Climate-related Financial Disclosures* (TCFD) par les sociétés françaises. Le second se focalise sur l'impact sur la valeur boursière de la publication d'informations relatives aux émissions de gaz à effets de serre par un panel de firmes nord-américaines. La seconde session a donné lieu d'abord à la présentation par Sandrine Selosse (Mines ParisTech) des enjeux liés à la prospective énergétique. Ainsi au regard des objectifs fixés par la COP 21 de maintenir le réchauffement de la planète en deçà de 2° et la volonté de décarboner les activités, les travaux de prospectives s'avèrent être des outils de premier ordre. Enfin, Christophe Charlier a réalisé un état des lieux des politiques d'octroi de subventions aux énergies, en montrant que les mécanismes actuels ne sont pas efficaces pour favoriser le développement des énergies renouvelables.

Publications récentes



Giuseppe Attanasi, Claire Rimbaud et Marie-Claire Villeval, 2019, « Embezzlement and guilt aversion », *Journal of Economic Behavior & Organization*, in press.

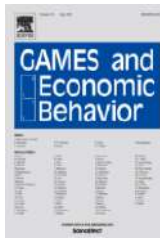
<https://doi.org/10.1016/j.jebo.2019.02.002>.

Psychological game theory can contribute to renew the analysis of unethical behavior by providing insights on the nature of the moral costs of dishonesty. We investigate the moral costs of embezzlement in situations where donors need intermediaries to transfer their donations to recipients and where donations can be embezzled before they reach the recipients. We design a novel three-player Embezzlement Mini-Game to study whether intermediaries in the laboratory suffer from guilt aversion and whether guilt aversion affects the decision to embezzle.

Alan Novaes Tump, Charley M. Wu, Imen Bouhrel et Robert L. Goldstone, 2019, à paraître, « The evolutionary dynamics of cooperation in collective search », *Proceedings of the 41th Annual Conference of the Cognitive Science Society*. <https://www.biorxiv.org/content/10.1101/538447v1>.

How does cooperation arise in an evolutionary context? We approach this problem using a collective search paradigm where interactions are dynamic and there is competition for rewards. Using evolutionary simulations, we find that the unconditional sharing of information can be an evolutionary advantageous strategy without the need for conditional strategies or explicit reciprocation.

Agnès Festré, 2019, « Hayek on expectations: The interplay between two complex systems », *European Journal of the History of Economic Thought*, in press. doi: 10.1080/09672567.2019.1626464.



Nobuyuki Hanaki, Yukio Koriyama, Angela Sutan et Marc Willinger, 2019, « The strategic environment effect in beauty contest games », *Games and Economic Behavior*, vol. 113, pp. 587-610, 2019. <https://doi.org/10.1016/j.geb.2018.11.006>.

Recent experimental studies have shown that observed outcomes deviate significantly more from the Nash equilibrium when actions are strategic complements than when they are strategic substitutes. This “strategic environment effect” offers promising insights into the aggregate consequences of interactions among heterogeneous boundedly rational agents, but its macroeconomic implications have been questioned because the underlying experiments involve a small number of agents. We studied beauty contest games with a unique interior Nash equilibrium to determine the critical group size for triggering the strategic environment effect, and we use both theory and experiments to shed light on its effectiveness.

Contrat

« Smart Contracts for IoT » coordonné par François Verdier et Lise Arena (pour la partie SHS) – projet InterAcadémique (Ac. 1 DS4H et Ac. 5 Hommes, Idée et Milieux). Période : 2018-2020 (2 ans). Montant global du financement : 208 420€.

Les membres suivants du laboratoire participent à ce contrat : Amel Attour, Agnès Festré, Michela Chessa, Eva Mouial, Marina Teller, Caroline Lequesne-Roth



Workshops

CoDIReM est à l'initiative de plusieurs workshops :

« CoCoLab Workshop », « Interdisciplinary perspective on behavioural public policy », « LEENobi Workshop » et pris part au Colloque « Tribunal des Océans ».

Voir la présentation dans la partie « colloques » de cette Lettre.

Publications récentes

Adel Ben Youssef, Hassen Aroui, Francesco Quatraro et Marco Vivarelli, 2019, « Drivers of growth of firms in Tunisia: young vs mature », *Small Business Economics*, p.1-18. ISSN, 00401625.

Erika Kraemer-Mbula, **Eward Lorenz**, Lotta Takala-Greenish, Oluseye Oladayo Jegede, Tukur Garba, Musambya Mutambala et Timothy Esemu, 2019, « Are African micro- and small enterprises misunderstood? Unpacking the relationship between work organisation, capability development and innovation », *International Journal of Technological Learning, Innovation and Development*, 11(1), p.1-30.

Contrats



Le contrat de collaboration [C-PEPSI](#) (Comprendre et opérationnaliser les problèmes éthiques liés à la protection des données et des services numériques dans l'innovation de modèles d'affaires) a obtenu un financement de 3 ans par le centre de référence « Territoire intelligent, prévention et gestion des risques » de l'Idex UCA-JEDI. Il implique la Métropole Nice Côte d'Azur, l'IMREDD et le GREDEG (resp. **Amel ATTOUR**).



Le projet ELSE (*European Leadership for Safety Education*) financé par la Commission Européenne / DEVCO a été signé en juillet 2019 et débutera le premier septembre. Il a pour objectif de développer un programme d'enseignement et de recherche sur la thématique du Leadership en Sécurité (resp. **Catherine THOMAS**).

Workshops et conférences

Amel ATTOUR a reçu pour le séminaire GREDEG du 16 mai 2019, dans le cadre du projet *Digital platform transformation with Blockchain* (financé par l'Académie 5 de l'IDEX UCA JEDI), **Annabelle GAWER**, Professeur en Management Stratégique à l'Université Surrey, spécialiste internationale de l'économie des plateformes digitales.



Edward Lorenz, en collaboration avec **Cécile Cézanne** et **Laurence Saglietto** (membres du projet structurant GFI), a organisé, avec la contribution du projet structurant ESIA, le workshop Industry 4.0 les 6 et 7 juin 2019 (voir la présentation dans la partie « colloques » de cette Lettre).

Aura PARMENTIER a organisé dans le cadre de la conférence EURAM, Lisbonne, les 25 -29 juin 2019, un track intitulé « Strategic processes and practice: Theorizing emerging strategic processes and practices » en collaboration de Isabelle Bouty (Paris Dauphine PSL) et Tamim Elbasha (Audencia Nantes).

Cécile Ayerbe a organisé dans le cadre de du GT Innovation de l'AIMS, lors de la conférence annuelle qui s'est tenue en juin à Dakar, une session thématique « Innovation et Développement » (avec Christian Le Bas). Elle a également organisé, dans le cadre de la *R&D Management Conference* également en juin à Paris, un track « Open innovation and intellectual property rights » (avec Jamal Azzam, John Hagedoorn et Liliana Mitkova).

Anthony HUSSENOT a organisé le 2 juillet 2019 à l'University of Strathclyde, avec Barbara Simpson et Viviane Sergi le workshop EGOS : « *Celebrating the pragmatism turn in organization studies* » et un track sur la thématique « *Doing process research: approaching power as productive and relational in organizing* » lors de la conférence EGOS tenue du 3 au 5 juillet 2019 à Glasgow.

Nathalie LAZARIC a donné une conférence inaugurale pour le colloque de l'AFEP IPE « *Envisioning the economy of the future and the future of political economy* » le 03 juillet 2019 à Lille sur le thème « *Towards a greener economy : obstacles , learning and nudges* ».



Visiting

Cécile AYERBE a effectué un visiting du 27 mai au 1^{er} juin à Sichuan University (Chengdu) pour des travaux menés en collaboration avec le Professeur Y. Wang sur le *licensing* en Chine (projet Cai Yuanpei - partenariat Hubert Curien franco-chinois géré par L. Mitkova, Université d'Evry-Val-d'Essonne).

Publications récentes

Cécile Cézanne, Sabrina Fedida-Loufrani, **Laurence Saglietto** et Philippe Luu, 2019, « L'influence de la communication interne d'entreprise sur l'engagement des salariés au travail : les apports de l'enquête REPONSE 2011 », *Revue de Gestion des Ressources Humaines*, 114(4).

Charles Ayoubi, **Michele Pezzoni** et Fabiana Visentin, 2019, « The important thing is not to win, it is to take part: What if scientists benefit from participating in research grant competitions? », *Research Policy*, 48(1), 84-97.

Valerio Sterzi, **Michele Pezzoni** et Francesco Lissoni, 2019, « Patent management by universities: evidence from Italian academic inventions », *Industrial and Corporate Change*, 28(2), 309-330.

Jacques Mairesse, **Michele Pezzoni** et Fabiana Visentin, 2019, « Impact of family characteristics on the gender publication gap: Evidence for physicists in France », *Interdisciplinary Science Review*, 44(2), 204-220.

Joël-Thomas Ravix et Marc Deschamps, 2019, Politique de l'innovation et politique industrielle, ISTE Editions, London, UK

Contrats



H2020, IRIS Smart cities : Principal Investigator

Comment les villes innovent-elles dans le domaine de l'énergie, de la mobilité et du numérique ? Quelles comparaisons au sein de l'UE ?



Region PACA, Smart Cities et Engagement Citoyen SCECs (In The City) : PI

Quelle capacité avons-nous à devenir smart citizen ? Quelles motivations avons-nous à changer nos habitudes et nos comportements ?



NBER, Advancing the Science of Science Funding: co-PI

Quel est l'impact du financement sur l'activité scientifique des chercheurs ? Quel sont les déterminants de l'obtention de financements de la recherche ?



IDEX, Social Networks and IDEX Funding SNIF : co-PI

Quel est l'impact des financements publics sur les réseaux académiques français ? Sur la productivité scientifique des chercheurs ?



CHAIRE ÉNERGIE & PROSPÉRITÉ (ENS, Polytechnique, ENSAE) : co-PI

Quels modèles d'affaires et quels risques pour les plateformes ? Quel lien établir entre *crowdfunding* dans le domaine des énergies renouvelables et réglementation ?

Visiting

Raffaele Miniaci, Professeur d'Economie à l'Université de Brescia est invité à l'Université Côte d'Azur pour 1 mois. Raffaele est un chercheur reconnu internationalement, actif dans plusieurs domaines de recherche (choix de portefeuille des ménages, anticipations, risque et préférences pour le temps, consommation des ménages et bien-être, interactions sociales et préférences sociales, financement d'entreprise et organisation industrielle, économie du travail). Il a publié à l'*American Economic Review* et à la *Review of Economics and Statistics*. Il collabore avec GFI sur la structure et la composition des comités éditoriaux des *top* revues en économie dans le cadre d'un projet ESF COST.



Nous accueillons également sur la période de KID du 1^{er} au 5 juillet les chercheurs invités suivants : **Paula Stephan** (Georgia State University, Etats-Unis) pour ses travaux fondateurs en économie de la science ; **Alexandra Faggian** (Gran Sasso Science Institute, L'Aquila, Italie), spécialiste des dynamiques régionales d'innovation ; **Isabel Almudi** (U. of Zaragoza, Espagne) pour ses contributions sur le rôle de la demande dans la dynamique industrielle ; **Eva Niesten** (University of Manchester, Royaume-Uni) pour ses analyses sur les motivations des alliances environnementales ; **Valerio Sterzi** (Université de Bordeaux, France) pour ses recherches sur la science et l'innovation ; **Roy Thurik** (Montpellier Business School, France, and Erasmus School of Economics, Pays-Bas), spécialiste reconnu sur la thématique du « genentrepreneuriat ».

Workshops GFI est à l'initiative du Workshop **Industry 4.0** et de **KID Thematic school** et a pris part à **Objectifs de Développement Durable (UCA)**. Voir la présentation dans la partie « colloques » de cette Lettre.

Publications récentes

Mauro Caselli, **Lionel Nesta**, Stefano Schiavo et Kozo Kiyota, 2018, « Markups and markdowns », *Economic Letters*, December, 173, 104-107.



This paper studies the high yet undocumented incidence of firms displaying markups lower than unity, i.e. prices lower than marginal costs, for protracted periods of time. Using a large sample of French manufacturing firms for the period 1990–2007, the paper estimates markups at the firm level and documents in a robust way the extent to which firms exhibit negative price-cost margins. The paper also investigates the relationship between the incidence and persistence of negative price-cost margins and candidate explanations, such as subsidies, strategic behaviour, uncertainty and irreversibility.

Lionel Nesta, Kozo Kiyota et Toshiyuki Matsuura, 2019, « What's behind the figures? Quantifying cross-country productivity gap of exporter », *Economic Inquiry*, 57(3), 1256-1271.

In this paper, the authors present a simple framework that allows to examine the cross-country exporter productivity gap without accessing confidential firm-level data. This gap depends on the three readily available statistics: the productivity gap between two countries; the export participation rates; and export premia. This gap holds irrespective of the distribution underlying firm productivity and irrespective of the presence of fixed costs. Also, under specific conditions, allocative efficiency may affect the exporter productivity gap.



Mario Amendola et **Jean-Luc Gaffard**, 2019, *Disorder and Public Concern around Globalization*, London: ISTE Edition et Wiley Editions.



Après la version française parue en 2018, est sortie en avril 2019 une version anglaise, co-éditée par Wiley, de cet ouvrage consacré à une analyse d'économie politique de la mondialisation. Nous présentons ici le résumé en anglais. « *Disorder and Public Concern Around Globalization examines the contrast between an idealized vision and a realistic view of globalization. Both are inscribed in the contemporary debate within political and economic theory. This opposition highlights the conditions under which wealth creation and equitable distribution can outweigh the mere diversion of value and deepening of inequalities* ».

Contrats

Catherine Laffineur et **Charlie Joyez** ont présenté, en avril 2019, lors de journées scientifiques internes, les résultats préliminaires du projet « *Territoire et chômage, que sont les emplois vulnérables et les facteurs de disparité territoriale* », projet financé par un **contrat avec Pôle Emploi**. En reconstruisant le réseau des trajectoires professionnelles des employés français, ils identifient les professions les plus isolées et exposées au risque de chômage, et calculent une moyenne pondérée de cette vulnérabilité au niveau local des zones d'emploi françaises. Une prochaine étape de ce travail va consister à identifier la résilience et la vulnérabilité de l'emploi local face à la robotisation croissante de certaines tâches.

Dans le cadre du **contrat ACEPOL Marie Skłodowska-Curie**, **Mattia Guerini** développe depuis mars 2019, sous la supervision de **Mauro Napoletano**, des travaux qui visent à employer de nouvelles méthodes statistiques, économétriques et algorithmiques à des fins de tests des modèles dit « ACE » (Agent-based Computational Economic Models). L'ambition est de pouvoir produire des exercices contrefactuels permettant de prédire/quantifier les impacts de différentes actions de politiques de stabilisation macroéconomiques.

Workshop

Une deuxième édition du *workshop* « **Economic Growth, Innovation, and Finance** » s'est déroulée les 14-15 juin 2019, dans les locaux de *SKEMA Business School*. Organisée sous la direction scientifique de **Maurizio Lacopetta**, Florencio López-de-Silanes, Pietro Peretto et Armin Schwienbacher, cette édition a accueilli, entre autres, des communications de Ariel Resesh (Paris School of Economics), Murat Celik (University of Toronto), Giammario Impullitti (University of Nottingham), Holger Strulik (University of Goettingen) et Raoul Minetti (Michigan State University).

Publications récentes

Nicolas Brisset, 2019, « Commentary », In. *Contemporary philosophy and social science: An interdisciplinary dialogue*, Edited by Michiru Nagatsu and Attilia Ruzzene.

Michael Assous et **Muriel Dal Pont Legrand**, 2019, « Growth without expectations: The original sin of neoclassical growth models » in *Expectations - theory and applications in historical perspectives*, ed. By Prof. Dr. Warren Young, Prof. Dr. Arie Arnon, Dr. Karine Van Der Beek (avec Michael Assous), Accepted. Springer Verlag.

Michael Assous et **Muriel Dal Pont Legrand**, 2019, « Croissance, fluctuations et crises », in *Histoire de la pensée économique*, Ed. Samuel Ferey et Sylvie Rivot, Pearson, pp. 353-378, Accepté.



Contrats / Grants

STOREP grants 2019, Katia Caldari (Università di Padova) et **Muriel Dal Pont Legrand** (Université Côte d'Azur CNRS GREDEG) « A think-tank in disguise? Role and influences of the French CGP ».

History of Economics Society, Early-Career Scholars Research Fund, David M. Rubenstein Rare Book & Manuscript Library. **Romain Plassard**.

Workshops (voir partie « colloques » de cette Lettre).

Colloque « La créativité : les apports de l'histoire des idées et des sciences sociales », organisé à Nice les 2 et 3 juillet par **Richard Arena** avec l'appui de Université Côte d'Azur et de la MSH Sud-Est.

Fabricating Modern Economics (FAME) : Financement national FMSH (pour l'équipe française) - 15-18 juillet. Workshop international : projet trilatéral, France (UCA), Allemagne (Univ. Hohenheim Stuttgart), Italie (Univ. Roma la Sapienza) de la FMSH (responsable : **Muriel Dal Pont Legrand**). Il s'agit du second workshop (le programme en finance trois sur trois années consécutives).

« **Les nouvelles approches méthodologiques en sciences sociales** » : du 9 au 13 septembre une semaine de séminaires à l'Institut d'Etudes Scientifiques de Cargèse soutenue par l'Université Côte d'Azur, la MSHS Sud-Est et le GREDEG. Cinq thématiques : (i) Quelle forme d'interdisciplinarité ? Au sein des sciences sociales ? Hors sciences sociales ? ; (ii) Les formes de l'expérimentation en sciences sociales ; (iii) Types de modélisation, abstraction théorique pertinente et simulation en sciences sociales ; (iv) Complexité, émergence, contingence et réflexivité en sciences sociales et (v) Les relations contemporaines entre art et sciences sociales. Semaine organisée par **R. Arena** avec le concours de **M. Dalpont** et **A. Festré** et des intervenants tels que G. Deffuant, M. Egidi, O. Hauk, N. Heinich, A. Kirman, P. Livet, J. Maloney, M. Napoletano, P. Steiner, C. Talon-Hugon, S. Thoron et des membres du GREDEG tels que **G. Attanasi**, **B. Conein** et **G. Gaglio**.

Visiting

Muriel Dal Pont Legrand : visiting Erasmus Université de Hohenheim, Stuttgart, 3-5 juin 2019.

Invitations à séminaires/lectures invitées

Richard Arena : invité de la troisième « Raffaelli Lecture » lors de la conférence STOREP 2019 à l'Université de Sienne. Titre de la présentation : « Léon Walras and Alfred Marshall: microeconomic rational choice or human and social nature ? » (27 juin 2019).

Romain Plassard : invité lors du séminaire Histoire des théories macroéconomiques et monétaires, Université de Paris 1. Titre de la présentation : « From disequilibrium to equilibrium macroeconomics: Barro and Grossman's trade-off between rigor and realism » (12 avril 2019).

Publications récentes



Eva Mouial-Bassilana, Irina Parachkévova-Racine, Marina Teller, « Les femmes en droit des affaires », in *Mélanges en l'honneur de Jacques Mestre, Liber amicorum*, LGDJ, 2019

Évoquer la situation des femmes revient à sonder les tréfonds de nos sociétés, où se mêlent l'argent, la violence et le sexe : sombre triptyque que des siècles d'un modèle patriarcal a maintenu en l'état, à des degrés divers selon la géographie du globe. Le droit s'empare ouvertement aujourd'hui de la « question des femmes », perçue comme relevant d'une politique publique. Parler des femmes, c'est donc parler de droit, et pas seulement des *droits de* ou *des droits* à. L'ambition de cet article n'est autre que de susciter quelques réflexions. Comment le droit des affaires tourné vers la régulation de l'activité économique peut-il œuvrer à cette amélioration de la situation des femmes ? Partant, quelques remarques et pistes de réflexion sont tentées pour saisir les ressorts des métamorphoses en cours. D'une part, l'évolution de la place des femmes en droit des affaires amène à des changements de perspectives pour la matière elle-même. D'autre part, le droit des affaires a un rôle à jouer dans l'amélioration de la situation des femmes.



Katja Sontag, 2019, « Vers un dépassement de la propriété privée rurale : le cas des sports de nature », *Revue de droit rural*, Etude 13, n°473, mai.

La propriété privée se concilie mal avec la libre circulation des pratiquants de sports de nature. Mais, aujourd'hui, ces activités participent de mutations plus larges de la propriété foncière rurale. La nature qui leur sert de support, à l'image des « communs », présente plusieurs utilités, parmi lesquelles les sports de nature. Il convient, dès lors, d'ouvrir et d'organiser l'accès des tiers à cette utilité. Mais, l'accès des sportifs entraîne des charges pour le propriétaire, posant la question de la contrepartie à cet usage.



Marina Teller, Caroline Lesquesne, 2019, « De la blockchain à la bankchain », in *Blockchain et droit*, dir. F. Marmoz, Dalloz.

Bien entendu, l'histoire est jalonnée de manière permanente d'évolutions technologiques, de progrès scientifiques, qui eurent des conséquences sur le droit et sa pratique. Le droit et les professions du droit ont su s'adapter, là n'est pas la question. La difficulté des technologies disruptives est qu'elles créent des périodes de frictions entre la survivance d'anciennes pratiques et l'émergence de nouvelles. La *blockchain* est de celle-ci. Il faut dès à présent en comprendre le fonctionnement, ce qui n'est guère aisé pour des juristes, et mesurer les conséquences que l'on peut aujourd'hui esquisser.

Séminaires

Professeur Jânia Saldanha, « Du droit *soft* au droit *hard* : la responsabilité des entreprises transnationales minières et la violation des droits de l'Homme », Séminaire du 1^{er} avril 2019

Le professeur Jânia Saldanha de l'Universidade Federal de Santa Maria (Brésil) a animé le 1^{er} avril 2019, devant les membres du projet SMDE, un séminaire intitulé « Du droit *soft* au droit *hard* : la responsabilité des entreprises transnationales minières et la violation des droits de l'Homme ». Le professeur Saldanha est responsable de la chaire « Internationalisation du Droit, Droit cosmopolitique et Systèmes de justice » et coordinatrice du CULTIS (Centre de Cultures Juridiques Comparées) à l'Université de Santa Maria. Membre de l'Ordre des Avocats au Brésil, elle a produit de nombreuses études relatives à la réforme du pouvoir judiciaire brésilien. Le thème de sa conférence a suscité des échanges stimulants sur la thématique « RSE et de droits de l'homme ». Ce séminaire a également permis de poser les bases d'une future coopération entre nos deux centres de recherche ayant de nombreux centres d'intérêts communs.



Colloque



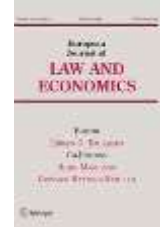
Le sens des libertés économiques de circulation : Colloque international et Session doctorale des 23 et 24 mai 2019, organisés par Jean-Sylvestre Bergé, Giulio Giorgini et Pascale Steichen

Voir la présentation de ces journées dans la partie « colloques » de cette Lettre.

Publications récentes

Duy Vu, 2019, « Reasons not to exit? A survey of the effectiveness and spillover effects of international investment arbitration », *European Journal of Law and Economics*, 47(2), 291-319.

Bien que l'arbitrage investisseur-État soit avantageux pour les États hôtes en termes d'investissement direct à l'étranger, ce système a été récemment critiqué en raison du manque de transparence et d'efficacité, en particulier dans la résolution des affaires concernant l'environnement ou la santé publique. Certains pays ont exprimé leur opposition au régime actuel par des solutions radicales afin de limiter la juridiction de ce système d'arbitrage pour de futures affaires. En se basant sur une vaste littérature en droit, économie et sciences politiques, cet article affirme tout d'abord que des différends de type investisseur-État concernent non seulement des pays en développement, mais aussi des pays développés. Par ailleurs, nous trouvons que des incertitudes qui entraînent des incohérences dans la prise de décision arbitrale existent et doivent être correctement identifiées. Enfin, cet article conclut que les solutions radicales prises par les États pour « sortir » ne sont pas efficaces au niveau national et international, et qu'il est possible d'adapter le régime actuel du droit international de l'investissement aux nouveaux défis de la globalisation.



Estelle Malavolti et Frédéric Marty, 2019, « Faut-il autoriser des aides d'exploitation pérennes versées par les aéroports régionaux aux compagnies à bas coûts ? » *Revue économique*, 70(2), 149-166.

Les lignes directrices sur les aides publiques, modifiées en 2014, ouvrent désormais la possibilité d'aides à l'exploitation. Nous analysons économiquement ces mesures de soutien pour montrer qu'elles peuvent s'avérer rationnelles pour le gestionnaire d'une infrastructure aéroportuaire, et donc être compatibles avec le critère de l'investisseur privé en économie de marché. À cette fin, nous proposons une modélisation de l'aéroport comme une plate-forme biface, exploitant les externalités présentes entre activités aéronautiques et activités commerciales. Nous montrons en outre qu'un lien existe entre l'intensité de l'aide et le mode de régulation ex ante des redevances aéroportuaires. Si ces dernières sont régulées par prix plafonds, la compagnie aérienne dont le pouvoir de négociation est plus élevé pourra s'approprier la plus large part des gains de l'échange.



Melchisedek Joslem Ngambou Djatche, 2019, « Re-exploring the nexus between monetary policy and banks' risk-taking », *Economic Modelling*, DOI: 10.1016/j.econmod.2019.01.016.

Dans cet article, nous analysons le lien entre la politique monétaire et le comportement de prise de risque des banques. Certaines études théoriques et empiriques montrent que l'assouplissement monétaire, via la réévaluation des actifs et la recherche de rendements plus élevés, incite les banques à prendre davantage de risque. Toutefois, le contexte de faibles taux d'intérêt qui a débuté en 2010 jette un doute sur ces résultats. Notre étude complète les analyses du canal de prise de risque de la politique monétaire en tenant compte de la non-linéarité, notamment en testant les effets de seuil dans ce canal. À partir d'un ensemble de données provenant de banques américaines, nous constatons que l'incidence des faibles taux d'intérêt sur le comportement de prise de risque des banques dépend du régime monétaire qui prévaut, c'est-à-dire de l'écart entre les taux monétaires et la règle de Taylor. Nous complétons la littérature sur la règle de Taylor et fournissons des arguments qui étendent l'utilisation de la règle de Taylor par les banques centrales à des fins de stabilité financière.



Patrick Hubert et Frédéric Marty, 2019, *La concurrence au secours de l'économie numérique : conséquences attendues pour le consommateur, regards croisés*. Fauves éditions.

Dominée par les géants américains, l'économie numérique doit s'appuyer sur la Commission européenne afin d'ouvrir son marché à de nouveaux opérateurs. La mise en œuvre des règles de concurrence représente ainsi une chance à saisir pour les entreprises européennes. Une réflexion à deux voix, qui met en perspective l'outil juridique dans le cadre de l'émergence d'une nouvelle économie.



Ateliers et workshops

Une série de séminaires Nancy-Nice en visioconférence a été lancée au mois d'avril avec des membres de l'axe éco-droit du Beta-Nancy. Le premier papier présenté était « Subsidies and countervailing measures in the EU biofuel industry: A welfare analysis » (**Patrice Bougette et Christophe Charlier**). Une fréquence d'un séminaire tous les deux mois est prévue.

Duy Vu a présenté un papier « To settle or to fight to the end? Case-level determinants of early settlement of investor-state disputes » dans le cadre de la 6^{ème} conférence *Economic Analysis of Litigation* à Grenade en juin. **Aymeric Lardon** présentera « Axiomatic foundations of a unifying core » (en coll. avec S. Gonzalez) à l'*International Conference on Public Economic Theory* à l'Université de Strasbourg en juillet. **Jeanne Amar** a présenté « What motivates CAC 40 companies to disclose information on climate-related financial risks? » à l'INFINITI conference à Glasgow.



Deux journées ont été organisées par SRM, l'une intitulée « Enjeux réglementaires et stratégiques de la décision algorithmique : application aux acteurs financiers » (organisée par **Nathalie Oriol**), l'autre « Les risques et opportunités climatiques : regards croisés Droit-Economie-Gestion » (organisée par **Samira Demaria**) – Voir dans cette Lettre le Focus dédié.

GREDEG - UMR 7321

Groupe de Recherche en Droit, Economie et Gestion



GREDEG
250 rue Albert Einstein
CS 10269
06 905 Sophia Antipolis Cedex
Tel : 04 93 95 42 28

Nous suivre : [@GREDEG_UMR](http://unice.fr/laboratoires/gredeg)
Recevoir nos actualités :
<mailto:sympa@listes.unice.fr?subject=sub%20gredeg.externes>